

Table des matières

Introduction	31
1. La notion de rémunération en droit de la sécurité sociale	31
2. La notion de rémunération en droit fiscal	33
2.1. <i>Principes</i>	33
2.2. <i>Cotisation sur les commissions secrètes</i>	33
3. La notion de rémunération en droit du travail	34

Chapitre 1

Avantages en nature <i>stricto sensu</i>	37
1. Principes	38
2. Limites	39
3. Aspects de sécurité sociale	39
4. Traitement fiscal	40
5. Déductibilité	41
6. Que se passe-t-il en cas de suspension du contrat de travail ?	41

Chapitre 2

Avantages non récurrents liés aux résultats	43
1. Champ d'application	44
1.1. <i>Travailleurs</i>	44
1.2. <i>Employeurs</i>	44
1.3. <i>Employeurs exclus</i>	45
2. Définition du système d'avantages liés aux résultats	45
2.1. <i>Critère objectif</i>	45
2.2. <i>Collectif</i>	46
2.3. <i>Non récurrent</i>	46
3. Objectifs	47
3.1. <i>Objectifs exclus</i>	47
3.2. <i>Objectifs concernant la réduction des accidents du travail</i>	47
3.3. <i>Objectifs concernant la réduction du nombre d'absences</i>	48
4. Instauration du système	48

4.1. Initiative	48
4.2. Instauration par convention collective de travail	50
4.3. Instauration par acte d'adhésion	51
4.3.1. Mentions obligatoires	51
4.3.2. Procédure	51
4.3.3. Contrôle de forme et contrôle marginal	58
4.3.4. Information des travailleurs	58
4.4. E-bonus : dépôt par voie électronique	58
5. Le plan d'octroi	60
5.1. Mentions obligatoires	60
5.1.1. Groupe cible	60
5.1.2. Objectifs	60
5.1.3. Période de référence	60
5.1.4. Méthode de suivi et de contrôle	61
5.1.5. Procédure applicable en cas de contestation des résultats	61
5.1.6. Avantages	62
5.1.7. Modalités de calcul des avantages	62
5.1.8. Moment et modalités de calcul	64
5.1.9. Durée de validité du plan	65
5.2. Mentions facultatives	65
6. Possibilité de modifier les objectifs ou les niveaux à atteindre	65
6.1. Plan d'octroi introduit par convention collective de travail	65
6.2. Plan d'octroi introduit par acte d'adhésion	65
7. Pas en remplacement ou en conversion de la rémunération existante	66
8. Traitement social et fiscal	66
8.1. Traitement social	66
8.2. Traitement fiscal	68
8.3. Dépassement du plafond	68
8.4. Occupation chez plusieurs employeurs	68
8.5. Distribution de l'exonération fiscale dans l'impôt final	69
9. Information des travailleurs	70
9.1. Mentions obligatoires	70
9.2. Document social	70
10. Droit du travailleur et interaction avec les autres législations	70
10.1. Revenu minimum mensuel moyen	71
10.2. Travailleurs intérimaires	71
10.3. Cas du transfert d'entreprise	72
10.4. Travailleurs étrangers	72
11. Modèles	72
11.1. Convention collective de travail	72
11.2. Acte d'adhésion	78
11.3. Fiche d'information à remettre au travailleur à l'échéance de la période concernée pour l'octroi d'un avantage non récurrent lié aux résultats	84

Chapitre 3

Cadeaux et libéralités	85
1. Cadeaux et chèques-cadeaux	86
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	86
1.1.1. Saint-Nicolas, Noël ou Nouvel An	86
1.1.2. Distinction honorifique	87
1.1.3. Mise à la retraite	87
1.1.4. Dispositions communes	88
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	89
1.2.1. Dans le chef du travailleur	89
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	91
1.3. <i>Synthèse</i>	92
2. Libéralités	93
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	93
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	94
3. Cas particulier : indemnité pour frais funéraires	96
3.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	96
3.2. <i>Traitement fiscal</i>	96
4. Aspects de droit du travail	97

Chapitre 4

Droits d'auteur	99
1. Notion de droit d'auteur et cessibilité	100
1.1. <i>Types de droits</i>	100
1.1.1. Le droit patrimonial	100
1.1.2. Le droit moral	100
1.2. <i>Titulaire du droit d'auteur dans le cadre de la relation de travail</i>	100
1.2.1. Principe : le travailleur	100
1.2.2. Exception : l'employeur	101
1.3. <i>Cession des droits d'auteur</i>	101
2. Aspects de sécurité sociale	102
2.1. <i>Position de la Cour de cassation</i>	102
2.2. <i>Position de l'O.N.S.S.</i>	103
2.3. <i>Synthèse</i>	103
3. Traitement fiscal	104
3.1. <i>Principes</i>	104
3.1.1. Travaux protégés par les droits d'auteur	104
3.1.2. Convention sur la cession des droits d'auteur	105
3.1.3. Rétribution pour la cession des droits d'auteur	105
3.1.4. Conclusion	106

Les rémunérations alternatives – 2021

3.2. <i>Précompte mobilier</i>	106
3.2.1. Montant brut des revenus issus des droits d'auteur	106
3.2.2. Taux et mode de calcul	106
3.2.3. Déclaration et paiement	108
3.2.4. Fiche fiscale.	109
3.3. <i>Impôt des personnes physiques</i>	109
4. Droit du travail	110
4.1. <i>Principes</i>	110
4.2. <i>Prise en compte dans le calcul de l'indemnité compensatoire de préavis</i>	111
5. Synthèse.	111

Chapitre 5

Éco-chèques	113
1. Éco-chèques sous forme électronique	114
2. Aspects de sécurité sociale.	115
2.1. <i>Conditions d'exonération</i>	115
2.1.1. Remplacement	115
2.1.2. Conditions à remplir	115
2.1.3. Sanction.	117
3. Traitement fiscal	117
3.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	117
3.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	118
4. Mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs	118
4.1. <i>Travail à temps partiel</i>	118
4.2. <i>Entrées, sorties, changements de catégorie et suspensions de contrat</i>	118
4.3. <i>Problème des arrondis</i>	119
4.4. <i>Modalités particulières de paiement</i>	120
5. Information des travailleurs.	120
6. Liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques	121
7. Modèles	124
7.1. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques</i>	124
7.2. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques</i>	129
8. Éco-chèques accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants	134
9. Éco-chèque <i>versus</i> titre-repas	134
10. Aspects de droit du travail	134

Enfants	137
1. Crèches d'entreprise	138
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	138
1.1.1. Dans le chef du travailleur	138
1.1.2. Dans le chef de l'employeur	139
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	140
1.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	141
2. Intervention dans les frais de crèche	141
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	141
2.1.1. Dans le chef du travailleur	141
2.1.2. Dans le chef de l'employeur	143
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	143
2.3. <i>Le plan SEMA de la Communauté française</i>	143
2.3.1. Principe	143
2.3.2. Convention de collaboration	143
2.3.3. Types de places	144
2.3.4. Intervention de l'employeur et abattement fiscal	145
2.3.5. Nombre de places limité	145
2.4. <i>Achat ou location de places au sein des milieux d'accueil néerlandophones</i>	145
2.5. <i>Aspects de droit du travail</i>	146
3. Garde d'enfants (malades)	146
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	146
3.1.1. Dans le chef du travailleur	146
3.1.2. Dans le chef de l'employeur	147
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	147
4. Allocations familiales extralégales	147
4.1. <i>Définitions</i>	147
4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	147
4.2.1. Généralités	147
4.2.2. Position de l'O.N.S.S.	148
4.2.3. Position de la jurisprudence	149
4.2.4. Distinction entre les travailleurs : quel impact sur l'exonération sociale?	150
4.2.5. Allocations familiales extralégales et plan cafétéria	151
4.3. <i>Traitement fiscal</i>	151
4.3.1. Dans le chef du travailleur	151
4.3.2. Dans le chef de l'employeur	151
4.4. <i>Conseil</i>	151
4.5. <i>Modèle</i>	152
5. Intervention dans les frais de scolarité et d'études	153
5.1. <i>Traitement fiscal</i>	153
5.1.1. Dans le chef du travailleur	153

5.1.2. Dans le chef de l'employeur	154
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	154
5.2.1. Généralités	154
5.2.2. Jurisprudence.	154
6. Prime de naissance	156

Chapitre 7

Frais propres à l'employeur	157
1. Notion et considérations générales	158
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	158
1.1.1. Remboursement des frais réels	158
1.1.2. Remboursement forfaitaire des frais	159
1.1.3. Fiches fiscales	167
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	168
1.2.1. Principe	168
1.2.2. Forfaits	169
1.2.3. Forfaits O.N.S.S. : quelle qualification au niveau fiscal ?	170
1.3. <i>Charge de la preuve</i>	170
1.3.1. Au niveau social	170
1.3.2. Au niveau fiscal	171
1.4. <i>Conseil</i>	172
1.5. <i>Modèle : convention de remboursement de frais</i>	173
1.6. <i>Aspects de droit du travail</i>	175
1.7. <i>Mode de remboursement : monnaie scripturale</i>	176
2. Frais de parking	176
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	176
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	177
3. Frais de réception	177
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	177
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	177
4. Frais de séjour	178
4.1. <i>Frais de séjour pour missions en Belgique</i>	178
4.1.1. Aspects de sécurité sociale.	178
4.1.2. Traitement fiscal.	182
4.1.3. Cas particulier du voyage collectif	185
4.2. <i>Remboursement de frais exposés pendant des voyages d'affaires à l'étranger</i>	186
4.2.1. Traitement fiscal.	186
4.2.2. Aspects de sécurité sociale.	192
4.2.3. Cumul avec des titres-repas	193
4.2.4. Cumul avec un remboursement sur la base de justificatif	194
4.2.5. Montants (depuis le 6 juillet 2018).	194
4.2.6. Cas particulier du séminaire organisé à l'étranger	194

4.2.7. Cas particulier des voyages à l'étranger qui sont offerts en exécution de contrats de sponsoring à des sponsors ou à leurs invités	194
4.2.8. Cas particulier des indemnités octroyées dans le secteur du transport et des autocars à des chauffeurs effectuant des déplacements internationaux.	198
5. Frais de déplacements professionnels	201
5.1. <i>Traitement fiscal</i>	201
5.1.1. Remboursements des frais réels	201
5.1.2. Remboursements de frais forfaitaires	201
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	204
5.3. <i>Déplacements à vélo</i>	205
5.4. <i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i>	205
5.4.1. Aspects de sécurité sociale.	205
5.4.2. Traitement fiscal.	205
5.5. <i>Cas particulier du déménagement de l'entreprise : indemnité kilométrique</i>	206
6. Indemnités pour travailleurs à domicile et télétravailleurs	206
6.1. <i>Travail à domicile</i>	206
6.1.1. Définition	206
6.1.2. Traitement fiscal.	206
6.1.3. Aspects de sécurité sociale.	207
6.2. <i>Télétravail structurel</i>	208
6.2.1. Définition	208
6.2.2. Traitement fiscal.	208
6.2.3. Aspects de sécurité sociale.	216
6.2.4. Tableau	217
6.3. <i>Télétravail occasionnel</i>	218
6.3.1. Définition	218
6.3.2. Traitement fiscal.	218
6.3.3. Aspects de sécurité sociale.	218
6.3.4. Tableau	219
7. Frais de représentation	219
7.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	220
7.1.1. Utilisation d'un bureau personnel	220
7.1.2. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	220
7.1.3. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. et d'une connexion Internet privés	221
7.1.4. Garage	221
7.1.5. Parking et carwash	222
7.1.6. Littérature spécialisée et documentation	222
7.1.7. Frais de représentation <i>stricto sensu</i>	222
7.1.8. Frais de représentation « internes »	223
7.2. <i>Traitement fiscal</i>	223
7.2.1. Frais pour travail à domicile (« Home office »)	223
7.2.2. Petits frais de représentation	223
7.2.3. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	224
7.2.4. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. privé.	224

Les rémunérations alternatives – 2021

7.2.5. Frais accessoires de voiture	224
7.2.6. Points communs	225
8. Vêtements de travail et entretien	225
8.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	226
8.1.1. Généralités	226
8.1.2. Montants	227
8.1.3. Hypothèses concrètes	228
8.2. <i>Traitement fiscal</i>	229
8.2.1. Dans le chef du travailleur	229
8.2.2. Dans le chef de l'employeur	229
8.3. <i>Vêtement avec le logo de l'employeur</i>	231
8.4. <i>Coronavirus : masques et gels mis à disposition ou remboursés par l'employeur</i>	231
8.4.1. Mise à disposition des masques et du gel <i>versus</i> remboursement	231
8.4.2. Entretien des masques	232
9. Tableau récapitulatif (1^{er} mars 2021)	232
10. Cas particulier en cas de travail international	233
10.1. <i>Cadres étrangers</i>	233
10.1.1. Traitement fiscal	234
10.1.2. Aspects de sécurité sociale	242
10.2. <i>Les indemnités de frais dans le cadre des détachements à l'étranger</i>	244
10.2.1. Aspects de sécurité sociale	244
10.2.2. Traitement fiscal	246
10.2.3. Aspects de droit du travail	247
11. Annexe : montants forfaitaires en cas de voyages d'affaires à l'étranger	252

Chapitre 8

Habitation	269
1. Aspects de sécurité sociale	270
1.1. <i>Généralités</i>	270
1.2. <i>Concierges</i>	271
1.3. <i>Logement partagé par deux travailleurs</i>	271
2. Traitement fiscal	271
2.1. <i>Disposition gratuite d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble</i>	272
2.1.1. Généralités	272
2.1.2. Forfait fiscal	275
2.1.3. Questions particulières	275
2.2. <i>Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage</i>	276
2.3. <i>Exemple</i>	278
2.4. <i>Disposition gratuite de domestiques, de jardiniers, de chauffeurs, etc.</i>	279
2.5. <i>Déductibilité</i>	279
2.6. <i>Fiche fiscale (revenus 2020)</i>	279

2.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	280
2.8. <i>Partie du loyer payée par la société au dirigeant d'entreprise à la suite de la location du bien immobilier bâti</i>	280
2.8.1. Principe	280
2.8.2. Calcul	281
2.8.3. Cas particuliers	282
Chapitre 9	
Options sur actions – Warrants – Cession d'actions	285
1. Options sur actions (stock-options)	286
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	287
1.1.1. Moment de l'imposition.	287
1.1.2. Évaluation de l'avantage	289
1.1.3. Prélèvement professionnel	293
1.1.4. Fiches fiscales (revenus 2020).	295
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	297
2. Cession d'actions	298
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	298
2.1.1. Cession d'actions avec décote	298
2.1.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés	299
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	300
2.2.1. Cession d'actions avec décote	300
2.2.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés	300
2.3. <i>Cas particulier : actions octroyées par une société mère établie à l'étranger</i>	300
2.3.1. Aspects de sécurité sociale.	300
2.3.2. Traitement fiscal.	302
3. Particularités en matière de plans d'options sur actions.	302
3.1. <i>Plans d'options sur parts de sicav</i>	303
3.1.1. Comment fonctionne un plan d'options sur parts de sicav ?	303
3.1.2. Exemple	304
3.1.3. Conditions imposées par le Service des Décisions Anticipées (S.D.A.)	305
3.2. <i>Plan de warrants/plan d'options court terme</i>	307
3.2.1. Comment fonctionne un plan de warrants ?	308
3.2.2. Exemple	309
3.2.3. Conditions.	309
3.3. <i>Les options « miroirs »</i>	310
3.3.1. Comment fonctionnent les options miroirs ?	311
3.3.2. Conditions d'application	311
3.3.3. Application du principe des options miroirs aux plans d'options de parts de sicav	312
3.4. <i>Nouveauté : les plans d'options sans intermédiaire</i>	313
3.4.1. Plans warrants sans banque	313

Les rémunérations alternatives – 2021

3.4.2. Plans long terme sans banque	315
3.4.3. Comparaison chiffrée des produits court et long terme (février 2020)	316
4. Aspects de droit du travail	316
5. Les pièges à éviter	318
5.1. <i>Être couvert par un ruling propre et/ou par une lettre de l'O.N.S.S. récente.</i>	318
5.2. <i>Respecter la limite des 20 %</i>	318
5.3. <i>Ne pas transformer en plan warrants un droit acquis ou un avantage certain.</i>	319
5.4. <i>Ne pas supprimer le risque financier dans le chef des bénéficiaires</i>	319
5.5. <i>La revente automatique dans les plans warrants</i>	319

Chapitre 10

Outils IT (P.C., tablette, smartphone et Internet)	321
1. Mise à disposition d'outils IT : P.C., tablette, Internet et smartphone	322
1.1. <i>Principes de base</i>	322
1.1.1. Utilisation privée	322
1.1.2. Usage strictement professionnel	323
1.1.3. Usage privé des installations dans les locaux professionnels	324
1.1.4. Travailleurs concernés	324
1.2. <i>Traitement social et fiscal</i>	325
1.2.1. Montants forfaitaires	325
1.3. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	330
1.3.1. Déductibilité	330
1.3.2. T.V.A.	331
1.4. <i>Aspects de droit du travail</i>	332
1.5. <i>Combinaison frais propres à l'employeur et mise à disposition d'un outil IT</i>	333
1.6. <i>Conseil</i>	333
1.7. <i>Mise à disposition d'un ensemble d'outils de télécommunication (« pack »)</i>	333
1.7.1. Aspects de sécurité sociale	334
1.7.2. Traitement fiscal	334
2. Plan P.C. privé	334
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	335
2.1.1. Procédure	335
2.1.2. Montant exonéré	335
2.1.3. Travailleurs visés – Plafond salarial	335
2.1.4. Conditions liées à l'exonération	336
2.1.5. Installation informatique requise	336
2.1.6. Période d'octroi de l'exonération de l'intervention	337
2.1.7. Fiche fiscale (revenus 2020)	338
2.1.8. Questions fréquemment posées	339
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	341
2.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	341
3. Modèles	342

3.1. <i>Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable de société</i>	342
3.2. <i>Convention de mise à disposition d'une tablette de société</i>	346
3.3. <i>Convention relative à l'utilisation d'une connexion Internet</i>	352
3.4. <i>Convention de mise à disposition d'un smartphone (all inclusive)</i>	355
3.5. <i>Convention de mise à disposition d'une carte SIM (abonnement téléphonique et Internet mobile)</i>	361
3.6. <i>Déclaration relative à l'usage strictement professionnel de l'ordinateur portable (ou tablette) mis à disposition par l'employeur</i>	365
3.7. <i>Modèle de plan P.C. privé</i>	366

Chapitre 11

Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	369
1. Champ d'application	370
1.1. <i>Employeur</i>	370
1.2. <i>Bénéficiaires</i>	370
1.2.1. <i>Contrat de travail</i>	370
1.2.2. <i>Condition d'ancienneté</i>	370
1.2.3. <i>Exclusion des dirigeants d'entreprise</i>	371
1.3. <i>Formes possibles</i>	371
1.4. <i>Avantage collectif</i>	371
2. La prime bénéficiaire	371
2.1. <i>Définition</i>	371
2.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	372
2.3. <i>Formes</i>	372
2.3.1. <i>Prime identique</i>	372
2.3.2. <i>Prime catégorisée</i>	372
2.4. <i>Instauration de la prime</i>	373
2.4.1. <i>Condition préalable</i>	373
2.4.2. <i>Prime bénéficiaire identique</i>	373
2.4.3. <i>Prime bénéficiaire catégorisée</i>	374
2.5. <i>Montant maximal des primes bénéficiaires</i>	378
2.6. <i>Rappel du caractère collectif et des règles de prorata</i>	378
2.6.1. <i>Collectif</i>	378
2.6.2. <i>Règles de prorata (nouveau depuis le 1^{er} janvier 2019)</i>	379
2.7. <i>Modèles</i>	380
2.7.1. <i>Modèle de convention collective instaurant une prime bénéficiaire catégorisée</i>	380
2.7.2. <i>Modèle d'acte d'adhésion instaurant une prime bénéficiaire catégorisée</i>	383
3. Le plan de participation	385
3.1. <i>Définitions</i>	385
3.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	385
3.3. <i>Instauration du plan</i>	385
3.3.1. <i>Conditions préalables</i>	385

3.3.2. Procédure de concertation	386
34. <i>Montant maximal des participations</i>	389
35. <i>Période d'indisponibilité</i>	390
4. La société coopérative de participation	390
4.1. <i>Notion</i>	390
4.2. <i>Forme</i>	391
4.3. <i>Période d'indisponibilité</i>	391
4.4. <i>Mentions du plan de participation</i>	392
5. Le plan d'épargne d'investissement	393
6. Traitement fiscal	393
6.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	393
6.1.1. Prime bénéficiaire	393
6.1.2. Participations au capital	393
6.1.3. Prime bénéficiaire dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement	394
6.1.4. Base imposable	394
6.1.5. Exigibilité de la taxe	394
6.1.6. Redevables de la taxe	394
6.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	395
6.3. <i>Déclaration et paiement</i>	395
6.3.1. Délais de déclaration et de paiement	395
6.3.2. Mode de déclaration	395
6.3.3. Mode de paiement	396
6.4. <i>Fiche fiscale (revenus 2020) – Prime bénéficiaire</i>	397
7. Aspects de sécurité sociale	397
7.1. <i>Prime bénéficiaire</i>	397
7.2. <i>Participations au capital</i>	397
8. Aspects de droit du travail	397
9. Code pénal social	398

Chapitre 12

Pensions complémentaires	399
1. Assurances-groupe	400
1.1. <i>Types d'engagement de pension</i>	400
1.1.1. Plans de pension sectoriels	401
1.1.2. Plans de pension d'entreprise	401
1.1.3. Promesse de pension individuelle ou engagement individuel de pension	402
1.2. <i>Affiliation à un plan de pension complémentaire</i>	404
1.2.1. Affiliation obligatoire	404
1.2.2. Interdiction de discrimination	404
1.3. <i>Aspects pratiques des plans de pension complémentaire</i>	408
1.3.1. Rendement garanti	408

1.3.2. Âge de versement de la pension complémentaire	410
1.3.3. Période d'attente	410
1.3.4. Seuil pour le transfert	411
1.4. <i>Information</i>	411
1.4.1. Rapport annuel	411
1.4.2. Informations individuelles	411
1.4.3. Accès pour le travailleur	412
1.5. <i>Traitement fiscal</i>	412
1.5.1. Contributions de l'employeur	412
1.5.2. Contributions des travailleurs	414
1.5.3. Prestations sous forme de capital	414
1.5.4. Prestations sous forme de rente	418
1.5.5. Tableau récapitulatif	418
1.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	429
1.6.1. Contributions de l'employeur : cotisation de base (8,86 %)	429
1.6.2. Contributions de l'employeur : cotisation Wijninckx	430
1.6.3. Prestations : cotisation sociale	430
1.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	433
2. Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés (P.L.C.S.)	433
2.1. <i>Cadre juridique</i>	434
2.2. <i>Initiative</i>	434
2.3. <i>Fonctionnement</i>	434
2.3.1. Conclusion d'une convention de pension	434
2.3.2. Montant	435
2.3.3. Retenues sur le net	436
2.3.4. Versement	437
2.3.5. Information	437
2.4. <i>Fin de la continuation individuelle de plans collectifs</i>	437
2.5. <i>Traitement fiscal</i>	437
2.5.1. Contributions	437
2.5.2. Taxe	438
2.5.3. Prestations	438
2.5.4. Fiche fiscale	438
2.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	438
3. Remboursement d'une assurance pension complémentaire privée	439
3.1. <i>Notion</i>	439
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	439
3.3. <i>Traitement fiscal</i>	440
3.3.1. Versement par l'employeur dans l'épargne-pension du travailleur	440
3.3.2. Remboursement au travailleur du montant versé dans l'épargne-pension	440
4. Tableau comparatif	441

Plan cafétéria	443
1. Définition	444
2. Formes possibles	444
3. Introduction du plan cafétéria	445
3.1. <i>Consentement des parties</i>	445
3.2. <i>Instrument juridique</i>	445
3.2.1. Convention collective de travail d'entreprise	445
3.2.2. Politique générale et convention individuelle	446
3.2.3. Règlement de travail	446
3.3. <i>Respect de la hiérarchie des sources</i>	446
3.4. <i>Participation volontaire ou obligatoire des travailleurs</i>	447
3.5. <i>Obligation d'information</i>	447
4. Règles à respecter	447
4.1. <i>Réglementation anti-discrimination</i>	447
4.2. <i>Respect du salaire minimum mensuel garanti</i>	448
4.3. <i>Respect de la norme salariale</i>	448
4.4. <i>Mesures anti-abus</i>	449
4.5. <i>Respect des règles de conversion</i>	449
5. Traitement social et fiscal	449
6. Valorisation des avantages	450
7. Exemples d'avantages qui peuvent se retrouver dans un plan cafétéria	450
7.1. <i>Avantages à convertir</i>	450
7.1.1. Le salaire brut	450
7.1.2. La prime de fin d'année	450
7.1.3. Le bonus individuel	451
7.1.4. La voiture de société et les autres avantages en nature	451
7.1.5. Les jours de congé extralégaux	451
7.1.6. Les primes diverses	451
7.1.7. Les remboursements de frais	451
7.2. <i>Avantages à choisir</i>	452
7.2.1. Les assurances et la santé	452
7.2.2. Les jours de congé supplémentaires	452
7.2.3. Les avantages en nature	452
7.2.4. Les warrants	453
7.2.5. La mobilité	453
7.2.6. La formation	453
7.2.7. Une carte avantage	454
7.2.8. La prime en cash (solde)	454
7.3. <i>Avantages déconseillés</i>	454
7.3.1. Généralités	454
7.3.2. Les allocations familiales extralégales	454

8. Le plan cafétéria dans le cadre des pensions complémentaires	455
9. Étapes et points d'attention	456

Chapitre 14

Prêt octroyé au travailleur	457
1. Aspects de sécurité sociale.	458
2. Traitement fiscal	458
2.1. <i>Prêt hypothécaire</i>	458
2.1.1. Moment de l'obtention de l'avantage	458
2.1.2. Évaluation de l'avantage	459
2.2. <i>Prêt non hypothécaire à terme convenu</i>	459
2.2.1. Moment de l'obtention de l'avantage	459
2.2.2. Évaluation de l'avantage	460
2.3. <i>Prêt non hypothécaire sans terme convenu</i>	462
2.4. <i>Exemple</i>	462
2.5. <i>Fiche fiscale (revenus 2020)</i>	463
2.6. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	464
3. Aspects de droit du travail	464

Chapitre 15

Primes diverses	465
1. Primes octroyées en raison d'un événement privé particulier.	466
1.1. <i>Prime de mariage ou de cohabitation légale</i>	466
1.1.1. Montant exonéré socialement et fiscalement	466
1.1.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	466
1.1.3. Sanction.	466
1.2. <i>Prime d'ancienneté ou de jubilé</i>	466
1.2.1. Montant exonéré socialement et fiscalement	466
1.2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	472
1.2.3. Sanction.	472
1.2.4. Tableau	473
1.3. <i>Prime ou allocation de naissance</i>	473
1.3.1. Aspects de sécurité sociale.	473
1.3.2. Traitement fiscal.	474
2. Primes octroyées en raison d'un événement professionnel particulier	474
2.1. <i>Prime pour bonne idée</i>	474
2.1.1. Aspects de sécurité sociale.	474
2.1.2. Traitement fiscal.	475
2.1.3. Déductibilité dans le chef de l'employeur	475
2.2. <i>Prime en vue de lutter contre l'absentéisme – Prime d'assiduité</i>	475
2.2.1. Aspects de sécurité sociale.	475

Les rémunérations alternatives – 2021

2.2. Traitement fiscal	476
2.3. <i>Primes uniques d'innovation</i>	476
2.3.1. Champ d'application	477
2.3.2. Conditions relatives à l'innovation	477
2.3.3. Conditions relatives à la prime octroyée	480
2.3.4. Conditions relatives à la publicité du régime (procédure)	481
2.3.5. Formulaire	482
2.4. <i>Prime exceptionnelle payée lors de la prise de pension</i>	485
2.5. <i>Prime récompensant l'apport d'un client</i>	485
2.6. <i>Complément aux vacances jeunes ou seniors</i>	486
2.6.1. Vacances jeunes	486
2.6.2. Vacances seniors	486
2.6.3. Complément à un avantage social	486
2.6.4. Sort du complément payé par l'employeur aux vacances jeunes ou seniors	487
2.7. <i>Remboursement d'une formation</i>	487
3. Synthèse	488

Chapitre 16

Repas (diverses formules)	489
1. Titres-repas	490
1.1. <i>Titres-repas électroniques</i>	490
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	491
1.2.1. Conditions d'exonération	491
1.2.2. Calcul du nombre de titres-repas	494
1.2.3. Cas particuliers	500
1.3. <i>Traitement fiscal</i>	505
1.3.1. Dans le chef du travailleur	505
1.3.2. Dans le chef de l'employeur	506
1.4. <i>Titres-repas accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants</i>	506
1.5. <i>Modèles</i>	508
1.5.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de titres-repas électroniques	508
1.5.2. Convention individuelle relative à l'octroi de titres-repas électroniques	512
2. Restaurant d'entreprise	515
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	515
2.1.1. Dans le chef du travailleur	515
2.1.2. Dans le chef de l'employeur	516
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	517
3. Cumul entre titres-repas et restaurant d'entreprise	517
3.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	517
3.2. <i>Traitement fiscal</i>	519
4. Cumul entre titres-repas et frais de repas	520
4.1. <i>Traitement fiscal</i>	520

4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	521
4.2.1. Règle générale	521
4.2.2. Cas particuliers	522
5. Fourniture de repas	523
5.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	523
5.2. <i>Traitement fiscal</i>	523
5.3. <i>Cas particuliers</i>	523
5.3.1. Indemnité de boisson	523
5.3.2. Distribution de fruits sur le lieu de travail	524
5.3.3. Distribution de noix et de fruits secs sur le lieu de travail	525
5.4. <i>Cumul entre titres-repas et fourniture de repas</i>	525
6. Tableau synthétique	527
7. Aspects de droit du travail	527

Chapitre 17

Santé du travailleur	529
1. Vaccinations	530
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	530
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	530
1.2.1. Dans le chef du travailleur	530
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	530
2. Assurance hospitalisation	531
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	531
2.1.1. Assurances visées	531
2.1.2. Régime fiscal des primes et prestations de certaines assurances collectives	533
2.1.3. Tableaux récapitulatifs	537
2.1.4. Prestations prises en charge par l'employeur	540
2.1.5. Assurance hospitalisation auprès d'une mutualité	540
2.1.6. Taxe assimilée aux timbres	540
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	540
2.3. <i>Questions particulières</i>	541
2.3.1. Remboursement d'une assurance hospitalisation	541
2.3.2. Interventions de chirurgie esthétique	542
2.3.3. Cotisations de mutuelle	542
2.3.4. Assurances multiples	543
2.3.5. Remboursement d'une franchise	543
2.3.6. Plan interne de frais médicaux	543
2.3.7. Check-up médical	544
2.3.8. Verres correcteurs et prothèses auditives	545
2.4. <i>Obligation d'information pour l'employeur</i>	545
2.4.1. Droit de poursuite individuelle	545
2.4.2. Paiement de primes complémentaires	547
2.4.3. Modèles de communication par l'employeur	548

Chapitre 18

Sport et culture	551
1. Chèques sport et culture	552
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	552
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	553
1.2.1. Dans le chef du travailleur	553
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	553
1.3. <i>Modèles</i>	554
1.3.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de chèques sport et culture	554
1.3.2. Convention individuelle concernant l'octroi de chèques sport et culture	556
2. Abonnements ou billets d'entrée à des manifestations culturelles	557
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	557
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	558
2.2.1. Dans le chef du travailleur	558
2.2.2. Dans le chef de l'employeur	558
3. Chèques-cadeaux octroyés dans le domaine du sport et de la culture	559
4. Cumul chèques-cadeaux et chèques sport et culture	559
5. Mise à disposition d'infrastructures sportives	560
5.1. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive appartenant à l'employeur</i>	560
5.1.1. Aspects de sécurité sociale	560
5.1.2. Traitement fiscal	560
5.2. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive externe</i>	561
5.2.1. Aspects de sécurité sociale	561
5.2.2. Traitement fiscal	561

Chapitre 19

Tarifs avantageux sur des produits ou services de l'entreprise	563
1. Aspects de sécurité sociale	564
1.1. <i>Généralités</i>	564
1.2. <i>Cas particuliers</i>	565
1.2.1. Situation des franchisés	565
1.2.2. Prestataires externes : produits et services à prix réduit	565
1.2.3. Tarif avantageux <i>versus</i> outil de travail	566
2. Traitement fiscal	566
2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	566
2.1.1. Conditions générales	567
2.1.2. Conditions propres aux réductions de prix	567
2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	567
2.3. <i>Décisions anticipées intéressantes</i>	567
2.3.1. Acquisition à un prix avantageux d'un logiciel informatique	567
2.3.2. Réduction et montant limite	568
3. Aspects de droit du travail	568

Transport : la voiture de société	569
1. Traitement fiscal	570
1.1. <i>Notion d'usage privé</i>	570
1.1.1. Généralités	570
1.1.2. Lieu fixe de travail	571
1.1.3. Déplacements professionnels	571
1.1.4. Mise à disposition d'un tiers	572
1.1.5. Synthèse	573
1.2. <i>Évaluation de l'avantage</i>	574
1.2.1. Évaluation forfaitaire	574
1.2.2. Émission de CO ₂	576
1.2.3. Valeur catalogue	583
1.3. <i>Réduction de l'avantage</i>	590
1.3.1. Proratisation	590
1.3.2. Suspensions de contrat de travail	592
1.3.3. Cas des absences de longue durée	593
1.3.4. Véhicule utilisé uniquement pour les déplacements domicile-lieu de travail	593
1.3.5. Intervention du travailleur	593
1.4. <i>Mise à disposition de différents véhicules</i>	601
1.4.1. En cours d'année	601
1.4.2. Mise à disposition d'une voiture de remplacement	603
1.4.3. Perte temporaire de l'utilisation du véhicule pour cause d'entretien ou de réparation	603
1.4.4. Véhicule de transition	603
1.5. <i>Mise à disposition de plusieurs véhicules</i>	605
1.5.1. Contrats de leasing « 6 roues »	605
1.5.2. <i>Pool</i> de véhicules	606
1.5.3. Entreprise de garage	606
1.6. Salary split	607
1.7. <i>Utilisation du véhicule après contrat de travail</i>	607
1.8. <i>Types de véhicules</i>	607
1.8.1. Voitures, voitures mixtes et minibus	607
1.8.2. Camionnettes?	608
1.8.3. Véhicule électrique (hybride) et frais d'électricité	611
1.9. <i>Précompte professionnel</i>	613
1.10. <i>Fiches individuelles et relevés récapitulatifs (revenus 2020)</i>	613
1.10.1. Travailleurs (fiche 281.10)	614
1.10.2. Dirigeant d'entreprise (fiche 281.20)	616
1.10.3. Ex-travailleur	616
1.11. <i>Déductibilité</i>	616
1.11.1. Régime jusqu'en 2019	616
1.11.2. Nouveau régime au 1 ^{er} janvier 2020	617
1.11.3. Dépenses non admises	619
1.12. <i>T.V.A.</i>	620

1.13. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	621
2. Aspects de sécurité sociale.	621
2.1. Cotisation de solidarité	621
2.1.1. Généralités	621
2.1.2. Travailleurs intérimaires	622
2.2. Notion d'usage privé et de déplacements domicile-lieu de travail	622
2.2.1. Véhicule utilitaire	622
2.2.2. Déplacements domicile-lieu de travail	622
2.2.3. Résumé	623
2.3. Calcul de la cotisation	624
2.3.1. Formule	624
2.3.2. Émission de CO ₂	624
2.3.3. Cas particuliers	624
2.3.4. Caractère forfaitaire	625
2.4. Véhicules visés	625
2.4.1. Catégories M1 et N1	625
2.4.2. Véhicule avec une plaque marchande (plaque Z)	626
2.4.3. Véhicule type <i>pool car</i>	627
2.4.4. Plaque minéralogique étrangère	627
2.4.5. Leasing au nom du travailleur et remboursement par l'employeur	627
2.5. Présomption réfragable	627
2.5.1. Comment l'employeur doit-il apporter cette preuve ?	628
2.5.2. Quelles sont les mesures concrètes que l'employeur peut prendre et qui peuvent servir d'éléments de preuve ?	628
2.5.3. Véhicules utilitaires	629
2.6. Déclaration et perception de la cotisation de solidarité.	629
2.7. Sanctions	630
2.8. Déductibilité de la cotisation de solidarité	631
2.9. Utilisation du véhicule avant ou après contrat de travail	631
2.10. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	632
3. Schéma récapitulatif.	633
3.1. Usage privé de la voiture de société (2021).	633
3.2. Véhicules ordinaires/utilitaires	634
4. Aspects de droit du travail	634
4.1. La suspension du contrat de travail	634
4.1.1. Suspension totale du contrat de travail	634
4.1.2. Réduction des prestations de travail	635
4.2. La fin du contrat de travail	636
4.2.1. La prestation d'un délai de préavis.	636
4.2.2. Le paiement d'une indemnité de préavis.	636
4.2.3. Le licenciement pour motif grave	638
4.2.4. Restitution de la voiture de société.	638
4.3. Responsabilité du travailleur	639

4.3.1. La responsabilité civile	639
4.3.2. La responsabilité pénale	640
4.4. <i>La restitution du véhicule de société réclamée par l'employeur pendant l'exécution du contrat.</i>	646
4.5. <i>Véhicule de société étrangère : documents à bord</i>	647
4.6. <i>Entretien et nettoyage de la voiture de société</i>	647
4.7. <i>Interdiction de fumer et voiture de société</i>	648
5. Voiture de société et déplacements domicile-lieu de travail	648
5.1. <i>Obligation d'utiliser la voiture de société ?</i>	648
5.2. <i>Cumul voiture de société et abonnement social</i>	649
5.2.1. Traitement fiscal	649
5.2.2. Aspects de sécurité sociale	650
5.3. <i>Cumul voiture de société et indemnité vélo</i>	650
5.3.1. Traitement fiscal	650
5.3.2. Aspects de sécurité sociale	651
5.4. <i>Cumul voiture de société et vélo de société</i>	651
5.4.1. Traitement fiscal	651
5.4.2. Aspects de sécurité sociale	651
6. Mise à disposition d'une carte essence/borne de chargement	652
6.1. <i>Carte essence</i>	652
6.1.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle	652
6.1.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société	653
6.2. <i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i>	653
6.2.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle	653
6.2.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société	653
7. Modèles	654
7.1. <i>Convention de mise à disposition d'une voiture de société – Car policy</i>	654
7.2. <i>Convention d'interdiction d'utilisation des véhicules appartenant à la société pour des fins privées</i>	662
7.3. <i>Convention de mise à disposition d'une carte essence</i>	663

Chapitre 20/2

Transport : les alternatives à la voiture de société	667
1. La moto de société	668
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	668
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	668
2. Le vélo de société	669
2.1. <i>Traitement social et fiscal</i>	669
2.1.1. Vélos concernés	669
2.1.2. Cumul avec d'autres indemnités	670
2.1.3. Vélo électrique et borne de chargement	671
2.2. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i>	671

2.3. <i>Cas particulier : achat d'un vélo par l'employeur et remboursement par le travailleur</i>	672
2.4. <i>Leasing vélo comme avantage en nature</i>	672
2.4.1. Notion	673
2.4.2. Financement du leasing	673
2.4.3. Calcul de la retenue (opération neutre).	673
2.4.4. Formalités à accomplir	674
2.4.5. Traitement social et fiscal	674
2.4.6. Sort du vélo à la fin du contrat de leasing et à la fin du contrat de travail.	674
3. Comparaison : voiture, moto, vélo	675
4. L'allocation de mobilité ou le <i>cash for car</i>	676
5. Budget mobilité	676
5.1. <i>Principe général</i>	677
5.2. <i>Procédure d'instauration du budget mobilité</i>	677
5.2.1. Initiative de l'employeur	677
5.2.2. Demande du travailleur	678
5.2.3. Décision finale de l'employeur	678
5.2.4. Conclusion d'un écrit	678
5.2.5. Sanction.	679
5.3. <i>Conditions préalables à respecter</i>	680
5.3.1. Dans le chef de l'employeur	680
5.3.2. Dans le chef du travailleur	681
5.3.3. Pas en remplacement	683
5.3.4. Respect de la norme salariale	684
5.4. <i>Montant du budget mobilité</i>	685
5.4.1. Montant de base : TCO	685
5.4.2. Montant annuel	687
5.4.3. Montant individuel	688
5.4.4. <i>Quid dans l'hypothèse du travailleur éligible à une voiture de société ?</i>	688
5.4.5. Droit à une voiture de société, mais choix d'une catégorie inférieure	689
5.4.6. Entrée dans le système en cours d'année	689
5.4.7. Influence d'une occupation à temps partiel au moment de l'entrée dans le système	690
5.4.8. Variation du montant	690
5.4.9. Durée	693
5.5. <i>Fonctionnement du budget mobilité</i>	694
5.5.1. Pilier 1 : voiture de société respectueuse de l'environnement.	694
5.5.2. Pilier 2 : mode de transport durable	699
5.5.3. Pilier 3 : solde	711
5.6. <i>Gestion du budget mobilité</i>	712
5.6.1. Compte mobilité	713
5.6.2. Informations	714
5.6.3. Pièces justificatives (pilier 2)	714
5.6.4. Situations possibles de remboursement	714
5.6.5. Conservation des données	715
5.7. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	716

5.7.1. Pilier 1 : voiture de société	716
5.7.2. Pilier 2 : mode de transport durable	716
5.7.3. Pilier 3 : solde	716
5.8. <i>Traitement fiscal</i>	716
5.8.1. Dans le chef du travailleur	716
5.8.2. Dans le chef de l'employeur	717
5.8.3. Fiche fiscale (revenus 2020)	717
5.9. <i>Conséquence du budget mobilité : déplacements domicile-lieu de travail</i>	717
5.9.1. Suppression de l'obligation d'intervention	717
5.9.2. Cumul budget mobilité et indemnité déplacements domicile-lieu de travail	718
5.10. <i>Aspects de droit du travail</i>	721
5.10.1. Suspension du contrat de travail	721
5.10.2. Fin du contrat de travail	721
5.10.3. Budget mobilité et indemnité kilométrique pour déplacements professionnels	722
5.11. <i>Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société</i>	723
5.12. <i>Sanction</i>	723
5.13. <i>Transfert conventionnel d'entreprise (C.C.T. n° 32bis)</i>	724
6. Tableau budget mobilité	724
6.1. <i>Règles de base</i>	724
6.2. <i>Régime social et fiscal</i>	725
6.3. <i>Exemple chiffré</i>	725
6.3.1. Données	725
6.3.2. Calcul budget mobilité	725
7. Modèles	727
7.1. <i>Convention de mise à disposition d'un vélo de société</i>	727
7.2. <i>Budget mobilité</i>	731
7.2.1. Politique générale	731
7.2.2. Accusé de réception	734
7.2.3. Convention d'octroi d'un budget mobilité	734
<hr/>	
Chapitre 20/3	
Transport : déplacements domicile-lieu de travail et TCO	737
1. Frais de déplacement domicile-lieu de travail	738
1.1. <i>Principe : obligation d'intervention de l'employeur</i>	738
1.1.1. Transport par chemin de fer	738
1.1.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)	738
1.1.3. Transports en commun publics combinés	739
1.1.4. Transport privé	739
1.1.5. Transport par vélo	740
1.1.6. Trottinettes électriques	740
1.1.7. Transport à pied	741
1.1.8. Bateau-bus	741
1.1.9. Transports en commun publics à l'étranger	741

Les rémunérations alternatives – 2021

1.2. <i>Traitement fiscal</i>	741
1.2.1. Conditions d'exonération pour le travailleur	742
1.2.2. Montants exonérés pour le travailleur	742
1.2.3. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur	748
1.2.4. Tableau récapitulatif	748
1.3. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	750
1.3.1. Déplacements en voiture	750
1.3.2. Déplacements à vélo	750
1.3.3. Déplacements en trottinette électrique	752
1.3.4. Déplacements à pied	752
1.3.5. Voiture partagée (système « Cambio »)	753
2. Transport collectif organisé/TCO (covoiturage)	753
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	753
2.1.1. Véhicule privé	754
2.1.2. Véhicule mis à disposition par l'employeur	755
2.1.3. Schéma récapitulatif	757
2.1.4. Déclaration dans la fiche fiscale 281.10 (revenus 2020)	760
2.1.5. Déductibilité dans le chef de l'employeur	761
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	761
2.2.1. Véhicule privé	761
2.2.2. Véhicule de société	762
2.3. <i>Modèles</i>	765
2.3.1. Convention de transport collectif organisé (conducteur et passager)	765
2.3.2. Annexe à la convention de transport collectif organisé – Dispositions pratiques (conducteur)	766
2.3.3. Annexe à la convention de transport collectif – Dispositions pratiques	769

Chapitre 21

Norme salariale	771
1. La norme salariale	772
1.1. <i>Base légale et raison d'être</i>	772
1.2. <i>Procédure</i>	773
1.3. <i>Normes salariales depuis 1996</i>	774
1.4. <i>Norme salariale pour 2019-2020</i>	775
1.5. <i>Attitude du secteur versus attitude de l'employeur</i>	775
2. Champ d'application de la norme salariale	776
3. Notion de coût salarial	776
4. Calcul de la norme salariale	777
4.1. <i>Coût salarial moyen</i>	777
4.1.1. Définition	777
4.1.2. Application	778
4.2. <i>Méthode de calcul</i>	778

4.3. Valeur des avantages en nature	779
4.4. Dépassement par convention	779
5. Éléments exclus de la notion de coût salarial	780
5.1. Exclusions légales	780
5.1.1. Indexations et augmentations barémiques	780
5.1.2. Participations au capital et primes bénéficiaires	781
5.1.3. Accroissement de l'effectif du personnel	781
5.1.4. Cotisations versées dans le cadre des régimes de pension sociaux	781
5.1.5. Primes uniques d'innovation	781
5.1.6. Frais propres à l'employeur	782
5.2. Autres exclusions	782
5.2.1. Sursalaires	782
5.2.2. Promotions, bonus et commissions	782
5.2.3. Avantages non récurrents liés aux résultats	783
5.2.4. Modification de commission paritaire ou transfert d'entreprise	783
5.2.5. Application de la réglementation ou mesures publiques	783
5.2.6. Réorganisation du travail	784
5.2.7. Une politique de rémunération neutre sur le plan du genre et de l'âge	784
6. Contrôles et sanctions	784
6.1. Au niveau sectoriel	784
6.2. Au niveau de l'employeur	785
7. Essai de synthèse	785

Chapitre 22

Rémunérations alternatives : synthèses	789
1. Tableau comparatif des avantages selon leur traitement social et fiscal	790
2. Tableau comparatif : titres-repas / éco-chèques / chèques sport et culture / chèques-cadeau	793
3. Tableau comparatif des différentes primes à octroyer aux travailleurs	794
3.1. Règles	794
3.2. Exemple chiffré (2021)	797
Que retirer de ce tableau?	798